

**N° DP 23/1039**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N° 3 MARCHÉ N°20MRL02 TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PORT DE LA TOUR FONDUE A HYERES ET CONSTRUCTION DE LA GARE MARITIME EN STRUCTURE BOIS LOT 3 : CHARPENTE BOIS- CONSTRUCTION BOIS- COUVERTURE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, indiquant qu'un marché public de travaux peut être modifié dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le marché n° 20MRL02 relatif aux Travaux d'Aménagement du Port de la Tour Fondue à Hyères et Construction de la gare maritime en structure bois, lot 3 : Charpente bois- Construction bois- Couverture, notifié le 13 janvier 2020 à J. MOREL et Associés, pour un montant de 659 915.00 € HT,

**VU** l'avenant n°1 modifiant la date de démarrage et le Plan Général de Coordination,

**VU** l'avenant n°2 modifiant l'indice de révision des prix,

**VU** le projet d'avenant n°3, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la cession de l'entreprise à la SARL MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE a été ordonnée par jugement du Tribunal de commerce de Marseille, le 12 septembre 2022,

**CONSIDERANT** que le nouveau titulaire est la SARL MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE, qui dispose des capacités pour assurer l'exécution des travaux, objet du présent marché,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant n°3 au marché n°20MRL02, annexé, avec SARL MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE ainsi que tous les actes nécessaires à leur exécution.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget annexe Ports métropolitains, opération 36000.

La présente Décision sera

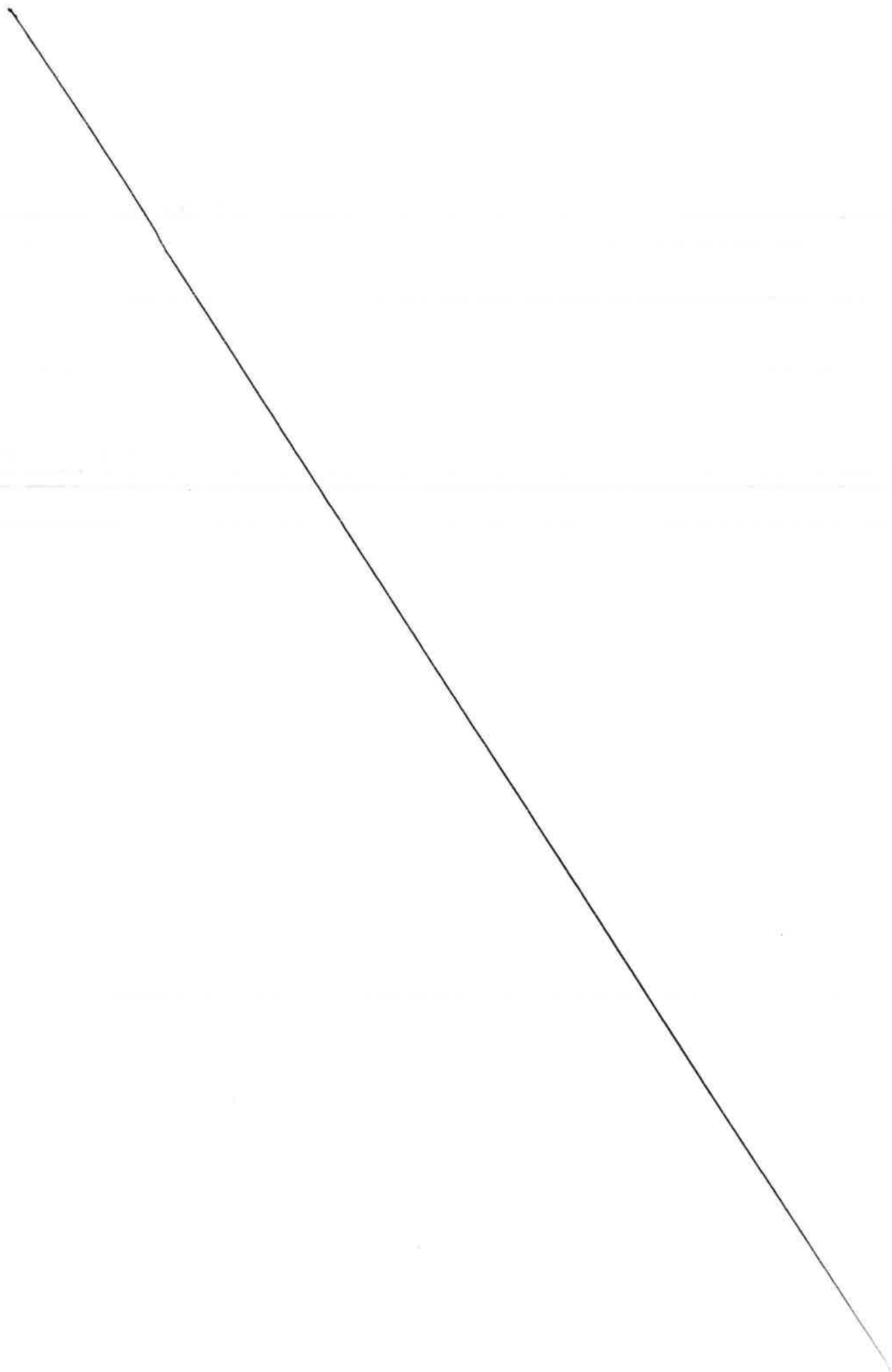
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 27 OCT. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**MARCHE N° 20MRL02**

**Travaux d'aménagement du port de la Tour Fondue à Hyères et construction de la gare maritime en structure bois**

**LOT N°3 Charpente Bois- Construction Bois- Couverture**

**AVENANT N° 3**

<b>A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE</b>
--

**Collectivité** Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN - Président en exercice,

**Direction :** Direction Générale Adjointe, Aménagements, Ports et Mobilités, Energies

**Titulaire du marché :** J. Morel & Associés, représenté par Claude MOREL, gérant

**Date de notification :** 13 janvier 2020

**Montant initial du marché :** 659 915.00 €HT

**Avenant n° 1 :** modification date de démarrage et modification du PGC

**Avenant n°2 :** modification indice

**Imputation budgétaire :** BA 36, 2312-2313

**Nature de l'acte modifiant le marché :**

Modification titulaire

**Annexes :** Jugement, Extrait KBIS, RIB

**B - OBJET DE L'AVENANT**

**Article 1**      Objet de l'avenant

La cession de l'entreprise à la SARL MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE a été ordonnée par jugement du Tribunal de commerce de Marseille le 12 septembre 2022.

Ainsi le nouveau titulaire est la SARL MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE, qui dispose des capacités pour assurer l'exécution des travaux, objet du présent marché.

Le RIB du nouveau titulaire est annexé au présent avenant.

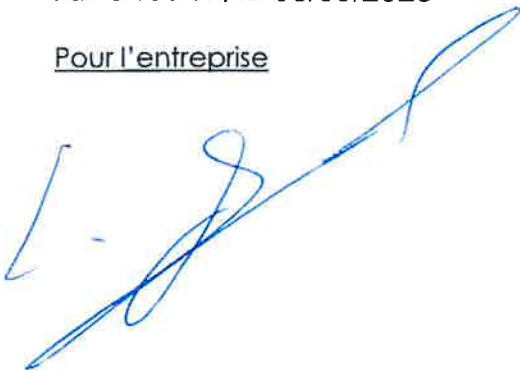
**Article 2**      Divers

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

**C - SIGNATURES**

Fait à Toulon, le 08/09/2023

Pour l'entreprise



Pour Toulon Provence Méditerranée  
Pour le Président, par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint des Services

Claude Weisse

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE**

**Jugement du 12 septembre 2022**

Réf : C0003639

N° PCL : 2022J00244

N° RG : 2022L01819

**SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL  
ET ASSOCIES**

Traverse de la Bourgade

Lot N° 5

13400 AUBAGNE

RCS Marseille : 397 660 200 1994 B 1363

(Monsieur Quentin DESTREMAU et Monsieur Nicolas  
L'HUILLIER, co-gérants, en personne et assistés de Me Cécile  
PIAT, Avocat au barreau de Marseille)

**Administrateur Judiciaire :**

SCP AJILINK AVAZERI-BONETTO, mission conduite par Me  
A.BONETTO

23-29 Rue Haxo

13001 MARSEILLE

(En personne)

**Mandataire Judiciaire :**

SAS LES MANDATAIRES, mission conduite par Me Michel  
ASTIER

50 Rue Sylvabelle

13006 MARSEILLE

(En personne)

**Représentant des salariés :**

Monsieur Romain SIBELLAS

10 Rue Robert de Roux

Résidence Domaine de l'Etoile bâtiment C

13013 MARSEILLE

(En personne)

**COCONTRACTANTS :**

SCI MOPA

Traverse de la Bourgade

13400 AUBAGNE

(Partie défaillante)

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

NT&S

235 Rue Léon Foucault

13100 AIX-EN-PROVENCE

(Me Jean-Christophe SERVANT, Avocat au barreau de  
Marseille, plaident par Me Angela MANIQUET, Avocat au  
barreau de Marseille)

BTP BANQUE

48 Rue de la Pérouse

CS 51686

75773 PARIS CEDEX 16

(Partie défaillante)

BOUYGUES TELECOM ENTREPRISES

37-39 Rue Boissière

75116 PARIS

(Partie défaillante)

CADWORK

Rue Joseph Climent

ZA de la Louvière

25660 SAONE

(Partie défaillante)

GENERALI

2 Rue Pillet-Will

75009 PARIS

(Partie défaillante)

ALLIANZ

1 Cours Michelet

CS 30051

92076 PARIS LE DEFENSE CEDEX

(Partie défaillante)

ALBINGIA

109/111 Rue Victor Hugo

92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

(Partie défaillante)

EDF

Direction commerciale

TSA 70102

33070 BORDEAUX CEDEX

(Partie défaillante)

COMMUNE DE COUDOUX



Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

Hôtel de Ville  
1 Place Jean Lapierre  
13111 COUDOUX  
(Monsieur Guy BARRET, Maire élu)

COMMUNE DE MARTIGUES  
Avenue Louis Sammut  
BP 60101  
13692 MARTIGUES CEDEX  
(Madame Julia MARTINEZ et Monsieur Jean-François JUROSZEK, tous deux munis d'un pouvoir de représentation)

INRAE PACA  
Site d'Avignon  
22 Route de l'Aérodrome  
Domaine Saint-Paul  
Site Agroparc  
84914 AVIGNON CEDEX 9  
(Partie défaillante)

COMMUNE D EPEYNIER  
Hôtel de Ville  
9 Cours Albéric Laurent  
13790 PEYNIER  
(Partie défaillante)

LA MAISON FAMILIALE DE PROVENCE  
141 Avenue du Prado  
13008 MARSEILLE  
(Cabinet BLUM-ENGELHARD-DE CAZALET, représenté par Me Thibaut JOUVE, Avocat au barreau de Marseille)

LOGIREM  
Logement et Gestion Immobilière pour la région Méditerranéenne  
111 Boulevard National  
13003 MARSEILLE  
(Partie défaillante)

AREA REGION SUD PACA  
29 Boulevard Charles Nédelec  
BP 90250  
13331 MARSEILLE CEDEX 03  
(Partie défaillante)

2IDE  
72 Avenue Pierre Mendès  
75013 PARIS

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

(Partie défaillante)

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
SAM-TM Hôtel du Département  
52 Avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20  
(Partie défaillante)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD SAINTE  
BAUME  
155 Avenue Jansoulin  
83740 LA CADIERE D'AZUR  
(Partie défaillante)

VILLE DE GRAVESON  
Cours National  
13690 GRAVESON  
(Partie défaillante)

MANDELIEU BOX PRO  
Nice La Plaine  
Bâtiment F1  
Avenue Emmanuel Pontremoli  
6200  
(Partie défaillante)

MAIRIE DE BEAURECUEIL  
125 Avenue Louis Sylvestre  
13100 BEAURECUEIL  
(Partie défaillante)

MAIRIE D'ALLAUCH  
Hôtel de Ville  
Place Pierre Bellot  
13718 ALLAUCH  
(Partie défaillante)

ASSOCIATION L'HIRONDELLE  
14 Place Colonel Edon  
13007 MARSEILLE  
(Partie défaillante)

#### **CANDIDATS REPRENEURS**

ENTREPRISE ANDRE ROUX  
770 Rue georges Claude  
13290 AIX-EN-PROVENCE

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

Monsieur Stéphane SALVO  
2234 Route de Martina  
13590 MEYREUIL  
ET  
Monsieur kenneth LOFDHAL  
Chemin du Grand Védi  
83640 PLAN D'AUPS

Monsieur Laurent MORLOT  
617 Rue Division Leclerc  
88140 CONTREXEVILLE  
(En personne)

### **COMPOSITION DU TRIBUNAL**

Décision réputée contradictoire et susceptible de recours dans les conditions de l'article L. 661-6 III du Code de commerce.

Débats, clôture des débats et mise en délibéré lors de l'audience du 31 août 2022 en Chambre du Conseil où siégeaient M. SILVE, Président, M. DIARRA, M. PORTELLI, Juges, assistés de Mme Amandine HERBICH, Greffier Audiencier.

La cause ayant été communiquée au Ministère Public.

En présence du Ministère Public représenté par M. VIOLET, Premier Vice-Procureur de la République.

Délibérée par les mêmes juges.

Prononcée à l'audience publique du 12 septembre 2022 où siégeaient M. SILVE, Président, M. DIARRA, M. SUIDE, Juges, assistés de Mme Amandine HERBICH, Greffier Audiencier.

**ATTENDU** que le 5 août 2022, Me A.BONETTO ès qualités d'Administrateur Judicaire de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES a déposé au greffe la liste des cocontractants à convoquer en vue d'une audience sur les offres de reprise déposées entre ses mains ;

**ATTENDU** que les parties et les cocontractants ont été convoqués par lettre recommandée avec avis de réception adressée par les soins du Greffe en vue de l'audience du 31 août 2022 à 8 heures 30 en salle A ;

**ATTENDU** que le 30 août 2022, Monsieur le Juge-Commissaire a déposé au Greffe son rapport sur les offres de reprise telles que déposées ;

**ATTENDU** que les débats sont ouverts hors la présence de tout candidat repreneur ;

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

ATTENDU qu'à la barre, Me A.BONETTO ès qualités expose oralement les termes de son rapport ; que notamment, il rappelle l'historique de la procédure et les difficultés rencontrées ; que la débitrice emploie 25 salariés à ce jour, lesquels ne seront plus que 20 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 ; que le CSE a été consulté et a émis un avis favorable à l'offre de reprise présentée par Monsieur Laurent MORLOT ainsi qu'un avis défavorable à l'offre de reprise de l'ENTREPRISE ANDRE ROUX ; que cette dernière avait fait de l'avis favorable du CSE une condition suspensive à son offre, de sorte qu'elle ne se présente pas ce jour pour la soutenir devant le tribunal ; que Monsieur Stéphane SALVO et Monsieur kenneth LOFDHAL avaient déjà renoncé à améliorer leur offre ; qu'il présente les dispositions principales de l'offre de Monsieur Laurent MORLOT au tribunal ; qu'il émet un avis favorable à la cession de l'entreprise à ce candidat repreneur, dans les conditions proposées qui apparaissent être la meilleure alternative face à une possible liquidation judiciaire directe ;

ATTENDU que Me Michel ASTIER ès qualités expose oralement les termes de son rapport ; que notamment, il indique la liquidation judiciaire sera in fine inévitable ; que le passif est en cours de vérification, et sera prochainement arrêté ; que le passif déclaré s'élève au total à la somme de 2 700 166,07 €, dont 1 875 648,59 € à titre définitif, échu et à échoir ; qu'une liquidation judiciaire directe entraînerait davantage de licenciements économiques et donc une hausse corrélée du passif de 366 000 € ; qu'en l'état, l'unique offre présentée au tribunal ce jour n'est pas satisfaisante pour les créanciers, mais elle se caractérise comme étant la moins mauvaise des solutions ;

ATTENDU que la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES formule ses observations ; que notamment, elle insiste sur le fait qu'un unique candidat repreneur soutient son offre aujourd'hui ; que sous réserve des explications de son représentant, le groupe semble financière stable et cela de manière assez importante ; que le sort prévu pour les salariés, à savoir la reprise de la quasi-totalité du personnel à l'exception de 3 postes, est notable ; qu'en outre, il a également été proposé à ses propres co-gérants de les salarier alors que jusqu'alors, ils étaient dirigeants non rémunérés ; que le prix proposé est bas, sans discussion, mais au vu de la continuité de l'activité préservées et des dispositions prévues sur le plan social, elle émet un avis favorable à la cession à ce candidat repreneur ;

ATTENDU que le Représentant des salariés confirme l'avis émis par le CSE et produit par Me A.BONETTO ès qualités ;

ATTENDU que le Maire de la commune de COUDOUX prend la parole et souligne le nombre d'entreprises en besoin de fonctionner ; que la filière bois est importante pour la région et elle doit être développée ; qu'il existe peu d'entreprises comme la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES de sorte que la continuité de cette activité doit être une priorité ;

ATTENDU que Monsieur le Premier Vice-Procureur de la République interroge les parties sur l'organisation future en termes de management, soulignant que le repeneur est actuellement basé dans les Vosges ; qu'il entend les co-gérants de la débitrice lui répondre que ce sujet a été évoqué lors des discussion avec Monsieur Laurent MORLOT, qui a déjà prévu un Directeur Général qui s'installerait en Région Sud pour manager l'entreprise dans le cadre d'un projet préexistant à la présente offre de reprise ;

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

ATTENDU que le Président des débats sollicite l'entrée en salle d'audience de Monsieur Laurent MORLOT ;

ATTENDU que le candidat repreneur expose les dispositions de son offre ; qu'enotamment, il précise le nombre de salariés au sein de tout le groupe, le chiffre d'affaires réalisé et les activités exercées ; que le groupe souhaite organiser la filière bois en Région Sud ; qu'en réponse au tribunal qui l'interroge sur l'imprécision en l'état de la clause de substitution, Monsieur Laurent MORLOT indique avoir racheté 30% du groupe à ce jour, et le rachat de la totalité du groupe CUNIN sera effective au 15 septembre 2022 ; que la holding MORLOT SAS contrôlera donc 100% du groupe au 15 septembre 2022 et est actuellement directrice générale de ce dernier ; qu'en réponse au Parquet, il précise que le chèque de banque remis à l'Administrateur Judiciaire sera tiré sur les fonds de la holding MORLOT SAS ; qu'il s'agit d'un groupe familial et le projet de s'installer en Région Sud existait déjà avant la formalisation de la présente offre de reprise avec une collaboratrice qui souhaitait s'y installer pour des raisons personnelles ; qu'il entend que le prix est faible mais il est ferme et il ne sera pas améliorer, malgré les remarques à l'audience ; qu'il répond aux questions de l'Administrateur Judiciaire ; que le groupe a un faible taux d'endettement et fonctionne bien ; qu'il s'exprime également sur les chantiers à reprendre ;

ATTENDU que le candidat repreneur est invité à quitter la salle d'audience ;

ATTENDU que Me A.BONETTO ès qualités maintient son avis favorable ;

ATTENDU que Me Michel ASTIER ès qualités ne formule aucune observation complémentaire ;

ATTENDU que la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES estime que le candidat repreneur a démontré son sérieux lors de son audition, ce qui donnera une chance à l'entreprise pour continuer d'exister ;

ATTENDU que le Représentant des Salariés maintient également son avis favorable et l'avenir décidera de la suite ;

ATTENDU que les cocontractants présents émettent un avis favorable à l'offre unique soutenue à la barre ;

ATTENDU que Monsieur le Premier Vice-Procureur de la République relève la rigueur et la discrétion démontrées par le candidat repreneur à la barre ; qu'il émet un avis favorable à l'offre de reprise unique soutenue, deux des trois conditions légales étant remplies ;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 450 et 726 du Code de Procédure Civile, après avoir indiqué la date de la décision, laquelle est mentionnée sur le répertoire général des affaires, le Tribunal mis l'affaire en délibéré ;

**SUR QUOI**

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

ATTENDU que l'article L. 642-1 alinéa 1<sup>er</sup> du Code de commerce dispose que « *La cession de l'entreprise a pour but d'assurer le maintien d'activités susceptibles d'exploitation autonome, de tout ou partie des emplois qui y sont attachés et d'apurer le passif* » ;

ATTENDU que l'ENTREPRISE ANDRE ROUX ainsi que Monsieur Stéphane SALVO et Monsieur Kenneth LOFDHAL ont déposé une offre de reprise entre les mains de Me A.BONETTO ès qualités ; que ces candidats ne viennent pas soutenir leur offre devant le tribunal ; que le sérieux de ces offres n'étant donc pas démontré, il échet de les rejeter ;

ATTENDU que la seule offre soutenue à la barre est celle portée par Monsieur Laurent MORLOT ;

ATTENDU que le prix proposé est de 85 000 €, dont 74 999 € pour les éléments corporels, 1 € pour les éléments incorporels et 10 000 € forfaitaires pour les stocks ; qu'il ressort du rapport de Me Michel ASTIER ès qualités que le passif déclaré s'élève au total à la somme de 2 700 166,07 €, dont 1 875 648,59 € à titre définitif, échu et à échoir ; qu'en ces termes, le prix proposé est manifestement et indiscutablement insuffisant sur le critère de l'apurement du passif, ce qui est regrettable pour une entreprise de l'ancienneté et de l'envergure de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES ;

ATTENDU que sur le plan de la sauvegarde des emplois, il échet de relever qu'au jour du délibéré, l'effectif de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES compte 20 salariés contre 25 lors des débats ; que l'offre de reprise prévoit donc la reprise de 17 salariés, impliquant uniquement 3 licenciements économiques, ainsi que la reprise des deux co-dirigeants de la débitrice en tant que salariés alors qu'ils étaient jusqu'alors gérant non salariés et non rémunérés ; que la préservation des emplois semble donc assurée ;

ATTENDU que le projet développé à la barre démontre la volonté du repreneur de s'inscrire dans la Région Sud et de préserver la nature de l'activité de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES dans la filière du bois ; qu'a pu être évoquée l'importance de cette filière dans le développement économique et écologique de la région ; que le tribunal a obtenu ses réponses sur les modalités de management de l'entreprise, assuré par une collaboratrice du groupe motivée par des raisons amenant à considérer la pérennité du projet soutenu ;

ATTENDU que malgré un prix extrêmement faible, la présente offre permet de ne pas alourdir le passif de licenciements économiques supplémentaire, assurant le maintien d'une majorité importante des emplois de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES ainsi que de son activité en Région Sud ; que dans ces conditions, il échet d'autoriser la cession de l'entreprise dans les termes ci-après ;

**PAR CES MOTIFS**

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE,  
Après en avoir délibéré conformément à la loi,  
Advenant l'audience de ce jour,

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

*Vu les dispositions de l'article L. 642-1 du Code de commerce,*

Rejette les offres de reprise déposées par l'ENTREPRISE ANDRE ROUX d'une part ainsi que Monsieur Stéphane SALVO et Monsieur Kenneth LOFDHAL d'autre part ;

**Ordonne la cession de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES à Monsieur Laurent MORLOT, conformément aux termes de sa dernière offre de reprise améliorée déposée au Greffe, pour le prix de 85 000 € (quatre-vingt mille Euro) ventilé comme suit :**

- Eléments incorporels : 1 € (un Euro),
- Eléments corporels : 74 999 € (soixante-quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Euro),
- Stocks : 10 000 € (dix mille Euro) ;

Dit et juge que la trésorerie et le compte-courant correspondant à la facturation établie jusqu'au jour de l'entrée en jouissance du repreneur, fixé au lendemain à 00h00 de la présente décision, resteront acquis à la procédure de la SARL CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES ;

*Vu les dispositions de l'article L. 642-5 du Code de commerce,*

Constate que la ou les personnes désignées par le Comité Social et Economique, et en tout état de cause le Représentant des salariés dûment élu, ont été consultés dans les conditions prévues à l'article L. 321-8 du même Code ;

*Vu les dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail,*

Donne acte à Monsieur Laurent MORLOT de ce qu'il propose de reprendre 17 (dix-sept) salariés sur les 20 (vingt) comptés à l'effectif au jour du présent délibéré, avec les droits sociaux acquis par ces salariés à compter de la date d'entrée en jouissance, à savoir :

- L'ancienneté en ce compris à long terme de l'entreprise dont les indemnités de départ à la retraite,
- Les congés payés et reliquats de congés payés ;

*En conséquence,*

**Autorise le licenciement économique des 3 (trois) postes suivants :**

Activité	Catégorie professionnelle
Responsable technique et appels d'offres	1 mètreur-chiffreur
Conducteur de travaux	1 conducteur de travaux
Chef d'atelier	1 chef d'atelier

*Vu les dispositions de l'article L. 642-7 alinéa 1<sup>er</sup> du Code de commerce,*

Dit que les contrats nécessaires à la poursuite de l'exploitation du fonds de commerce sont transférés à compter de la date d'entrée en jouissance, à savoir la liste conforme à la page 17 du rapport de l'Administrateur Judiciaire :

- Contrat de licence/maintenance informatique CADWORK,

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*

Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

- Abonnements BOUYGUES RELECOM,
- Crédit-bail BTP BANQUE véhicule JUMPER,
- Crédit-baux NT&S PC dirigeants et stations de travail ingénieurs,
- Bail commercial SCI MOPA,
- Contrats assurance GENERALI, ALBINGA et ALLIANZ, dont le repreneur fera son affaire personnelle s'agissant de contrats intuitu personae,
- L'ensemble des marchés et chantiers en cours, à l'exception des marchés suivants : MANDELIEU BOX PRO, RESIDENCE PIPISTRELLES et ECOLE PRIMAIRE GRAVESON ;

Constate l'absence d'élément justifiant l'application des dispositions de l'article L. 642-12 du Code de commerce ;

*Vu les dispositions de l'article L. 642-8 du Code de commerce,*

Dit et juge que la **SCP AJILINK AVZERI-BONETTO, mission conduite par Me A.BONETTO** assurera la mise en œuvre de tous les actes nécessaires à la réalisation de la cession ;

Autorise en tant que de besoin la conclusion d'un contrat de location-gérance ou d'une convention d'entrée en jouissance par la **SCP AJILINK AVZERI-BONETTO, mission conduite par Me A.BONETTO** ès qualités au profit de Monsieur Laurent MORLOT dans l'attente de la signature des actes de cession ;

*Vu les dispositions de l'article L. 642-9 du Code de commerce,*

Autorise Monsieur Laurent MORLOT à se substituer, avec solidarité dans les engagements pris, par la société holding MORLOT SAS ou toute société contrôlée directement ou indirectement à 100% par elle et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille ;

Dit que les biens non compris dans cette cession seront réalisés dans le cadre des dispositions des articles L. 640-1 à L. 643-13 du Code de commerce ;

Fixe à 6 (six) mois la durée pour la signature des actes de cession ;

Maintient la **SCP AJILINK AVZERI-BONETTO, mission conduite par Me A.BONETTO** en qualité d'Administrateur Judiciaire jusqu'à complète réalisation de sa mission ;

Maintient la **SAS LES MANDATAIRES, mission conduite par Me Michel ASTIER** en qualité de Mandataire Judiciaire ;

Rappelle cette affaire et renvoie matière et parties à se présenter devant le Tribunal siégeant en Chambre du Conseil le **lundi 13 mars 2023 à 8 heures 30 en salle A**, et dit que le présent jugement tient lieu de convocation à ladite audience, celle-ci ayant pour objet le constat de la signature des actes de cession ;

Dit que la publicité du présent jugement sera effectuée sans délai nonobstant toute voie de recours ;

*La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.*



Copie de la présente décision  
Ne peut être délivrée que par le greffier

Dit les dépens toutes taxes comprises de la présente instance à la charge de la SARL  
CHARPENTES ET COUVERTURES JEAN MOREL ET ASSOCIES ;

Ainsi jugé et prononcé en Audience Publique du Tribunal de Commerce de Marseille, le 12  
septembre 2022 ;

LE GREFFIER AUDIENCIER

LE PRESIDENT



**Extrait Kbis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

à jour au 22 octobre 2022

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	920 646 916 R.C.S. Marseille
<i>Date d'immatriculation</i>	20/10/2022
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE</b>
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Capital social</i>	100 000,00 Euros
<i>- Mention n° 57029 du 20/10/2022</i>	L'activité artisanale déclarée a été enregistrée sous condition suspensive de l'immatriculation au répertoire des métiers. La justification de cette immatriculation doit être fournie au greffe dans le mois de la date déclarée du début de cette activité. Faute pour l'assujetti de respecter ce délai, le greffier procède comme il est dit au 2ème alinéa de l'article R 123-100 du code de commerce.
<i>Adresse du siège</i>	Lot N.5 310 Travers de la Bourgade 13400 Aubagne
<i>Activités principales</i>	Travaux inhérents à la construction et à l'entretien des immeubles et annexes, travaux de charpente bois, traditionnelles, lamellé collé, fermettes industrialisées, plafond, isolation, escalier, tous travaux de zinguerie et couverture eternit, tuiles, bardeaux, ardoises, aluminium, étanchéité sans que cette énumération soit limitative, tous travaux de bâtiment et location de matériel. Négoce lié au bâtiment. Construc
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 20/10/2121
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre
<i>Date de clôture du 1er exercice social</i>	31/12/2023

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

**Gérant**

<i>Nom, prénoms</i>	MORLOT Laurent, André, Michel
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 27/02/1982 à Houécourt (88)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	124 Rue de l'Eglise 88170 Houécourt

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	Lot N.5 310 Travers de la Bourgade 13400 Aubagne
<i>Nom commercial</i>	<b>MOREL - CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE</b>
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Travaux inhérents à la construction et à l'entretien des immeubles et annexes, travaux de charpente bois, traditionnelles, lamellé collé, fermettes industrialisées, plafond, isolation, escalier, tous travaux de zinguerie et couverture eternit, tuiles, bardeaux, ardoises, aluminium, étanchéité sans que cette énumération soit limitative, tous travaux de bâtiment et location de matériel. Négoce lié au bâtiment. Construction de mus à ossature bois. Participation à toutes opérations se rapportant aux activités précédemment citées.
<i>Date de commencement d'activité</i>	12/09/2022
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création

**Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille**

2 Rue Emile Pollak

13291 Marseille 6e Arrondissement Cedex 06

N° de gestion 2022B06117

*Mode d'exploitation*

Exploitation directe

Le Greffier



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive letter 'G' followed by a loop.

FIN DE L'EXTRAIT

